

## SYNDICAT MIXTE ARDECHE DROME NUMERIQUE (A.D.N)

### COMITE SYNDICAL DU 13 FEVRIER 2026

### PROCES-VERBAL DE SEANCE

*Au début de chacune de ses séances, le Comité syndical nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.*

*Il peut adjoindre à ce ou ces secrétaires des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations.*

*Le procès-verbal de chaque séance, rédigé par le ou les secrétaires, est arrêté au commencement de la séance suivante, et signé par le Président et le ou les secrétaires.*

*Il contient la date et l'heure de la séance, les noms du président, des membres du Comité syndical présents ou représentés et du ou des secrétaires de séance, le quorum, l'ordre du jour de la séance, les délibérations adoptées et les rapports au vu desquels elles ont été adoptées, les demandes de scrutin particulier, le résultat des scrutins précisant, s'agissant des scrutins publics, le nom des votants et le sens de leur vote, et la teneur des discussions au cours de la séance.*

*Dans la semaine qui suit la séance au cours de laquelle il a été arrêté, le procès-verbal est publié sous forme électronique de manière permanente et gratuite sur le site internet du syndicat mixte ADN et un exemplaire sur papier est mis à la disposition du public.*

*L'exemplaire original du procès-verbal, qu'il soit établi sur papier ou sur support numérique, est conservé dans des conditions propres à en assurer la pérennité.*

## ORDRE DU JOUR

1. Désignation d'un(e) secrétaire séance.
2. Approbation du procès-verbal de la réunion du Comité syndical du 17 décembre 2025.
3. **Élection** : Désignation d'un membre du Bureau exécutif du syndicat mixte ADN – représentant du département de la Drôme.
4. **Adoption du budget** : présentation du Budget Primitif 2026 et mise à jour du plan pluriannuel d'Investissement (PPI) pour l'exercice 2026.
5. **Exécution du budget** : autorisation de programme et ajustements des crédits de paiement.
6. **Délégation de service public** : approbation de l'avenant n° 10 à la Convention de délégation de service public relative au réseau d'initiative publique FTTH bi-départemental de l'Ardèche et de la Drôme.
7. **Finance** : projet d'avenant n° 3 à la Convention de subvention entre l'ANCT et le syndicat mixte ouvert Ardèche Drôme Numérique en date du 19 novembre 2018.
8. Informations règlementaires
9. Questions diverses

L'an deux mille vingt-six, le vendredi 13 février à 10 heures, le Comité syndical du syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique, dûment convoqué le vendredi 6 février, s'est réuni par suite d'une absence de quorum lors de la séance du 6 février 2026, en session ordinaire, au siège du syndicat, sous la présidence de Didier-Claude BLANC.

| NOM, PRÉNOM        | PRÉSENT | REPRÉSENTÉ | EXCUSÉ | NOM, PRÉNOM      | PRÉSENT | REPRÉSENTÉ | EXCUSÉ |
|--------------------|---------|------------|--------|------------------|---------|------------|--------|
| BLANC D.-C. (PR)   | X       |            |        | MAISONNAT P.     |         |            | X      |
| MASSEBEUF I. (VP)  | X       |            |        | LADEGAILLERIE J. |         |            | X      |
| TOURVIELHE M. (VP) | X       |            |        | MEHUKAJ E.       | X       |            |        |
| FERNANDEZ M. (VP)  |         |            | X      | FERROUSSIER F.   |         |            | X      |
| BRUN C. (VP)       |         |            | X      | LEBRAT J.        |         |            | X      |
| FALCONE C. (VP)    |         |            | X      | MATHON C.        |         |            | X      |
| BONNET-FERRAND V.  |         | X          |        | INARD P.         |         |            | X      |
| AURIAS C.          |         |            | X      | REY C.           |         |            | X      |
| GAUCHER S.         |         |            | X      | FERLAY A.        |         |            | X      |
| SAULIGNAC H.       |         |            | X      | DEVOCELLE C.     |         |            | X      |
| JOUVET P.          |         |            | X      | GINEVRA S.       |         |            | X      |
| ANGELI X.          |         |            | X      | LARUE F.         |         |            | X      |
| ANJOLRAS H.        |         |            | X      | MANTONNIER L.    | X       |            |        |
| ARAKELIAN J.-J.    |         |            | X      | MASSOLA C.       | X       |            |        |
| BOYER J.           |         |            | X      | MARCAILLOU P.    |         |            | X      |
| CARRIER M.         |         |            | X      | MATTRAS J.-M.    |         |            | X      |
| CHARBONNIER M.     |         |            | X      | MOLINIE S.       |         |            | X      |
| COLL N.            | X       |            |        | MOSSAZ P.        |         |            | X      |
| DECONINCK S.       | X       |            |        | NAJI D.          |         |            | X      |
| DECULTY J.-P.      |         |            | X      |                  |         |            |        |

## Pouvoir : 1

- Pouvoir donné de Virginie BONNET-FERRAND à Didier-Claude BLANC.

**Secrétaire de séance : Christian MASSOLA.**

**EN EXERCICE : 39      PRESENTS : 8 (33 voix)    VOTANTS : 9**

**Quorum : Non requis pour cette séance.**

*Le Président ouvre la séance et procède à l'appel des élus présents.*

*Le quorum n'étant pas requis pour cette séance, le Comité syndical peut valablement délibérer.*

### **1. Désignation d'un(e) secrétaire de séance**

**Le Président** propose au Comité syndical la désignation de Monsieur Christian MASSOLA en qualité de secrétaire de séance. Il sera assisté par les services du syndicat mixte ADN.

Le Comité syndical décide à l'unanimité des voix :

**- ARTICLE UNIQUE :** DE DÉSIGNER Monsieur Christian MASSOLA en qualité de secrétaire de séance.

### **2. Approbation du procès-verbal de la réunion du Comité syndical du 17 décembre 2025**

**Le Président** rappelle aux membres du Comité syndical qu'il leur appartient d'approuver le procès-verbal de la séance du 17 décembre 2025. Il précise que ce dernier a été joint à la convocation.

En l'absence d'observations, **le Président** propose de passer au vote.

Le Comité syndical décide à l'unanimité des voix :

**- ARTICLE UNIQUE :** D'ARRÊTER le procès-verbal de la séance du Comité syndical en date du 17 décembre 2025.

### **3. Élection : Désignation d'un membre du Bureau exécutif du syndicat mixte ADN – représentant du département de la Drôme.**

**Le Président :**

- Informe qu'en novembre 2025, Monsieur Franck SOULIGNAC a été élu président du Conseil départemental de la Drôme, à la suite de la démission de Marie-Pierre MOUTON, devenue sénatrice.
- Précise que par délibération en date du 8 décembre 2025, le Conseil Départemental de la Drôme a procédé à la mise à jour des désignations de ses représentants au sein des différentes commissions et organismes extérieurs.

Il a, à ce titre, désigné Madame Emeline MEHUKAJ pour remplacer Monsieur Franck SOULIGNAC au sein du syndicat mixte ADN.

- Rappelle que l'article 8-1 des statuts du syndicat prévoit explicitement que dans l'hypothèse d'un remplacement, par un membre adhérent, d'un de ses délégués en cours de mandat pour la durée restante, la nouvelle désignée devient déléguée titulaire au Comité syndical, sans qu'il soit besoin d'un vote de l'assemblée.
- Indique, en revanche, qu'aucune disposition statutaire ne prévoit le remplacement automatique d'un membre du Bureau par la collectivité qu'il représentait. Les membres du bureau doivent en effet être désignés par un vote du Comité syndical (article 9 des statuts).
- Poursuit en expliquant que le siège de Monsieur Franck Soulignac au Bureau devient donc vacant et qu'il doit être pourvu par une élection organisée par le Comité syndical conformément aux statuts, utilement complétés sur ce point par les dispositions du règlement intérieur.
- Précise que conformément à l'article 9 des statuts du syndicat mixte ADN, le Bureau exécutif doit comprendre trois membres désignés parmi les représentants du département de la Drôme. Les candidats à l'élection du remplaçant de Monsieur SOULIGNAC ne pourront être issus que des délégués titulaires représentant cette même collectivité (article 1.3. du règlement intérieur).
- Rappelle que le département de la Drôme étant d'ores et déjà représenté au Bureau exécutif par Madame Marie FERNANDEZ et Monsieur Jacques LADEGAILLERIE, il en résulte que seuls Madame Emeline MEHUKAJ et Monsieur Pierre JOUVET sont susceptibles de se porter candidats à cette élection

**Le Président** demande à Madame Emeline MEHUKAJ, seule candidat potentielle présente, si elle souhaite faire acte de candidature.

**Madame Emeline MEHUKAJ** accepte.

**Le Président** indique que lorsqu'un seul candidat se présente, l'assemblée peut décider de procéder à un vote à main levée, sous réserve qu'aucune demande de scrutin secret ne soit formulée par au moins un tiers des membres présents.

Aucune demande de scrutin secret n'étant formulée, le vote a lieu à main levée.

Le Comité syndical, à l'unanimité des voix :

**- ARTICLE 1 :** CONSTATE que Madame Emeline MEHUKAJ est candidate au siège vacant du Bureau exécutif ;

**- ARTICLE 2 :** CONSTATE qu'aucune autre candidature n'a été enregistrée ;

**- ARTICLE 3 :** ACCEPTE qu'il soit procédé à un vote à main levée, aucune demande de scrutin secret n'ayant été formulée ;

**- ARTICLE 4 :** ELIT, pour la durée du mandat restant à courir, Madame Emeline MEHUKAJ membre du Bureau exécutif, représentant le département de la Drôme, dans les conditions exposées par les statuts et le règlement intérieur.

#### 4. Adoption du budget : Vote du Budget Primitif 2026 et mise à jour du Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) pour l'exercice 2026

**Le Président :**

- Rappelle que lors de la précédente séance du Comité syndical, s'est tenu le débat d'orientation budgétaire. Ce débat a permis d'échanger sur les orientations générales du budget de l'exercice à venir.
- Indique que le budget primitif qui est soumis aujourd'hui au vote de l'assemblée constitue l'acte par lequel sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses de l'exercice.
- Précise que d'un point de vue comptable, le budget se présente en deux parties, une section de fonctionnement et une section d'investissement. Chacune de ces sections est présentée en équilibre, les recettes égalant les dépenses.

Pour expliciter les données du budget primitif ainsi que la mise à jour du Plan pluriannuel d'investissement, le Président donne la parole à la responsable financière du syndicat mixte ADN, **Madame Béatrice AUSSEUR**.

**Madame Béatrice AUSSEUR** énonce aux membres de l'assemblée les données budgétaires ci-dessous reproduites.

#### **Section Fonctionnement / Recettes**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| Contribution des membres : les deux Départements, la Région Auvergne Rhône Alpes, les 27 EPCI                                                                                                                                                                                               | 1 442 500€            |
| Produits issus de l'exploitation :                                                                                                                                                                                                                                                          |                       |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Redevance de contrôle d'ADTIM et ADTIM FTTH,</li> <li>▪ Redevance d'usage des biens mis à disposition d'ADTIM (plan complémentaire NRA ZO).</li> <li>▪ Redevance d'usage des biens mis à disposition dans le cadre de l'affermage FTTH.</li> </ul> | 8 196 642€            |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Refacturation IBLO</li> <li>▪ Remboursement ORANGE</li> </ul>                                                                                                                                                                                      | 12 891 901€           |
| Recettes d'ordre                                                                                                                                                                                                                                                                            | 5 314 744,37€         |
| Pénalités reçues                                                                                                                                                                                                                                                                            | 8 740 000€            |
| Retour à Meilleure fortune                                                                                                                                                                                                                                                                  | 4 336 390,68          |
| Solde d'exécution reporté                                                                                                                                                                                                                                                                   | 29 029 686,68€        |
| <b>TOTAL</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                | <b>69 951 864,73€</b> |

**Monsieur Max TOURVIELHE** demande à quoi correspond la refacturation IBLO/remboursement Orange et le retour à meilleur fortune.

**Monsieur Didier KALADJIAN**, Directeur de la Direction Exploitation et Pilotage Des Déléataires, répond qu'il s'agit des rénovations des infrastructures d'Orange effectuées par ADN et qui sont ensuite remboursées en partie par l'opérateur. S'agissant du retour à meilleur fortune, il s'agit d'une stipulation de la délégation de service public permettant, en cas d'amélioration des résultats d'exploitations réels de la délégation par rapport à ceux prévus au contrat, un reversement par le délégataire d'une partie de cet excédant à ADN.

**Madame Béatrice AUSSEUR** poursuit sa présentation des données budgétaires.

### Section Fonctionnement / Dépenses

|                                        |                       |
|----------------------------------------|-----------------------|
| Charges d'exploitation courante        | 10 582 525€           |
| Charges de personnels                  | 1 984 500€            |
| Autres charges de gestion              | 122 100€              |
| Charges financières                    | 2 339 875,26€         |
| Charges exceptionnelles                | 240 000€              |
| Dépenses d'ordre                       | 663 081€              |
| Virement à la section d'investissement | 54 019 783,47€        |
| <b>TOTAL</b>                           | <b>69 951 864,73€</b> |

**Monsieur Norbert COLL** demande à quoi correspondent les charges exceptionnelles.

**Madame Béatrice AUSSEUR** explique qu'il s'agit des pénalités qu'ADN paye à Orange.

Elle poursuit ensuite sur la section d'investissement.

## Section Investissement / Recettes

|                                                                                                                                                                                                                             |                        |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
| Participation des membres et des financeurs :<br>Projet FTTH : 1 200 000 € pour le département de l'Ardèche;<br>10 500 000€ pour la Région ; 51 610€ pour les EPCI ;<br>11 194 000€ pour le FSN (Etat)<br>Autres (257 902€) | 23 203 512€            |
| Recettes d'ordre                                                                                                                                                                                                            | 663 081€               |
| Virement de la section de fonctionnement                                                                                                                                                                                    | 54 019 783,47€         |
| Emprunts (dont 14 M de RAR)                                                                                                                                                                                                 | 34 000 000€            |
| Immobilisations corporelles en cours (Réfactions compte 2315)                                                                                                                                                               | 4 000 000€             |
| Affectation du résultat (compte 1068)                                                                                                                                                                                       | 2 279 843,75€          |
| Immobilisations en cours (avances)                                                                                                                                                                                          | 500 000€               |
| <b>TOTAL</b>                                                                                                                                                                                                                | <b>118 666 220,22€</b> |

**Monsieur Laurent MANTONNIER** demande à quoi correspondent les restes à réaliser.

**Madame Béatrice AUSSEUR** répond qu'il s'agit de la part d'emprunt contracté par ADN non encore déclenché.

Elle poursuit sur les dépenses.

## Section Investissement / Dépenses

|                                                               |                        |
|---------------------------------------------------------------|------------------------|
| Projet FTTH<br>coordinations de travaux et Usages et services | 80 177 201,88€         |
| Immobilisations corporelles                                   | 22 000€                |
| Immobilisations incorporelles (équipements informatiques)     | 151 000€               |
| Emprunts et dettes                                            | 4 401 430,22€          |
| Opérations d'ordre                                            | 5 314 744,37€          |
| Usages et services (dont CD26)                                | 350 000€               |
| Déficit d'investissement reporté                              | 16 249 843,75€         |
| Participation publique <u>racco</u> final                     | 12 000 000€            |
| <b>TOTAL</b>                                                  | <b>118 666 220,22€</b> |



**Monsieur Stéphane DECONINCK** demande à quoi correspond la participation publique.

**Monsieur Didier KALADJIAN** répond qu'il s'agit des subventions accordées par ADN à ADTIM FTTH pour réaliser les raccordements.

**Madame Béatrice AUSSEUR** conclut sa présentation par le récapitulatif ci-dessous reproduit permettant d'illustrer l'équilibre budgétaire.

### BP 2026

| Section de fonctionnement |                 |
|---------------------------|-----------------|
| Dépenses                  | 69 951 864,73€  |
| Recettes                  | 69 951 864,73€  |
| Section d'investissement  |                 |
| Dépenses                  | 118 666 220,22€ |
| Recettes                  | 118 666 220,22€ |

**Madame Béatrice AUSSEUR** expose les données liées à la mise du PPI.

### Ajustement du PPI : engagements / paiements

|      |             | Crédits de paiement                   |                                                  |                                    |
|------|-------------|---------------------------------------|--------------------------------------------------|------------------------------------|
|      | AP          | Participation publique (raccordement) | Investissement (premier établissement de réseau) | cumulé PP + travaux investissement |
| 2016 |             |                                       | 341 724                                          | 341 724                            |
| 2017 |             |                                       | 2 718 993                                        | 3 060 717                          |
| 2018 |             |                                       | 15 548 146                                       | 18 608 863                         |
| 2019 | 422 637 328 | -                                     | 32 220 702                                       | 50 829 565                         |
| 2020 |             |                                       | 37 754 261                                       | 88 583 826                         |
| 2021 |             | 855 629                               | 47 320 628                                       | 136 760 083                        |
| 2022 |             | 2 355 256                             | 55 079 826                                       | 194 195 165                        |
| 2023 |             | 1 159 648                             | 72 944 914                                       | 268 299 727                        |
| 2024 |             | 6 280 881                             | 81 346 480                                       | 355 927 088                        |
| 2025 |             | 5 368 704                             | 77 535 234                                       | 438 831 026                        |
| 2026 |             | 12 000 000                            | 70 641 773                                       | 521 472 799                        |
| 2027 |             | 4 704 645                             | 3 625 198                                        | 529 802 642                        |
| 2028 |             | 1 793 002                             | -                                                | 531 595 644                        |
| 2029 |             | 1 405 972                             | -                                                | 533 001 616                        |
| 2030 |             | 1 261 534                             | -                                                | 534 263 150                        |
| 2031 |             | 1 165 170                             |                                                  | 535 428 320                        |
| 2032 |             | 802 164                               |                                                  | 536 230 484                        |
| 2033 |             | 1 108 905                             |                                                  | 537 339 389                        |
| 2034 |             | 499 528                               |                                                  | 537 838 917                        |



## Ajustement du PPI : perception des subventions / besoin d'emprunt

|      | Département<br>Ardèche | Département<br>Drôme | Région Auvergne<br>Rhône-Alpes | EPCI                          | Etat (FSN) | UE (Feder) | Total subventions |             | Emprunt       |
|------|------------------------|----------------------|--------------------------------|-------------------------------|------------|------------|-------------------|-------------|---------------|
|      | Convention             | Convention           | Convention                     | Convention<br>financière type | Convention | Convention | Total annuel      | cumulé      |               |
| 2016 | 3 500 000              | 2 500 000            | 4 500 000                      | 14 676 000                    |            |            | 25 176 000        | 25 176 000  |               |
| 2017 | 2 500 000              | 2 500 000            | 2 400 000                      | 12 397 000                    |            |            | 19 797 000        | 44 973 000  |               |
| 2018 | 1 000 000              | 2 500 000            | -                              | 1 664 556                     |            |            | 5 164 556         | 50 137 556  |               |
| 2019 | 2 500 000              | 2 500 000            | -                              | 6 239 200                     |            |            | 11 239 200        | 61 376 756  |               |
| 2020 | 3 000 000              | 2 500 000            | -                              | 12 778 738                    | 6 200 000  |            | 24 478 738        | 85 855 494  |               |
| 2021 | 2 500 000              | 2 500 000            | 4 200 616                      | 8 296 420                     | 13 755 807 |            | 31 252 843        | 117 108 337 | 28 000 000,00 |
| 2022 | 2 516 000              | 2 500 000            | 5 400 000                      | 8 372 562                     | 19 806 431 |            | 38 594 993        | 155 703 330 | 32 000 000,00 |
| 2023 | 2 516 000              | 2 500 000            | 10 500 000                     | 12 171 750                    | 19 018 183 |            | 46 705 933        | 202 409 263 |               |
| 2024 | 1 500 000              | 2 500 000            | 13 500 000                     | 11 575 750                    | 32 151 558 | 4 380 107  | 65 607 415        | 268 016 678 | 26 000 000,00 |
| 2025 | 1 200 000              | 2 500 000            | 6 150 000                      | 12 865 750                    | 34 850 869 |            | 57 566 619        | 325 583 297 | 30 000 000,00 |
| 2026 | 1 200 000              |                      | 4 350 000                      | 405 000                       | 11 194 000 |            | 17 149 000        | 342 732 297 | 34 000 000,00 |
| 2027 | 1 100 000              |                      |                                |                               |            |            | 1 100 000         | 343 832 297 |               |
| 2028 |                        |                      |                                |                               | 15 307 900 |            | 15 307 900        | 359 140 197 |               |
| 2029 |                        |                      |                                |                               | -9 125 200 |            | - 9 125 200       |             |               |
| 2030 |                        |                      |                                |                               |            |            | -                 |             |               |

En l'absence de remarque supplémentaire, **le Président** propose de passer au vote.

Le Comité syndical décide à l'unanimité des voix :

**- ARTICLE 1 :** D'APPROUVER le budget primitif 2026 ;

**- ARTICLE 2 :** D'AUTORISER le Président à l'exécuter ;

**- ARTICLE 3 :** D'APPROUVER la mise à jour du plan pluriannuel d'investissement.  
syndicats concernés ;

## 5. Exécution du budget : autorisation de programme et ajustements des crédits de paiement

**Le Président :**

- Rappelle que l'autorisation de programme (AP) représente l'engagement juridique maximal que le syndicat a pris pour financer le projet d'investissement FTTH.
- Précise qu'elle fixe le montant total des dépenses autorisées pour le projet FTTH, indépendamment de l'année de réalisation des paiements. Les AP sont essentielles pour la planification à long terme des projets d'infrastructure, car elles garantissent que les fonds nécessaires seront disponibles pour couvrir l'ensemble des coûts du projet.
- Indique que les crédits de paiement (CP) correspondent aux montants effectivement disponibles chaque année pour régler les dépenses engagées dans le cadre des AP. Ils permettent de lisser les paiements sur plusieurs années, en fonction de l'avancement des projets et des besoins de trésorerie.

|            | AP             | CP             |                |                |               |                |                |               |               |               |               |              |
|------------|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------|----------------|----------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
|            | 2017           | 2017           | 2018           | 2019           | 2020          | 2021           | 2022           | 2023          | 2024          | 2025          | 2026          | 2027         |
| 2017       | 424 676 300,00 | 15 951 680,00  | 59 050 100,00  | 74 911 080,00  | 38 235 990,00 | 75 342 450,00  | 87 417 300,00  | 75 000 000,00 |               |               |               |              |
| Ajustement | 0,00           | -13 232 687,00 | -43 506 954,00 | -42 690 378,00 | -481 729,00   | -27 016 387,00 | -28 226 405,00 | -2 055 086,00 |               |               |               |              |
| 2026       |                | 2 718 993,00   | 15 548 146,00  | 32 220 702,00  | 37 754 261,00 | 48 326 063,00  | 59 190 895,00  | 72 944 914,00 | 81 346 480,00 | 77 535 234,00 | 70 641 773,00 | 3 625 198,00 |

En l'absence de question, **le Président** propose de passer au vote.

Le Comité syndical décide à l'unanimité des voix :

**- ARTICLE UNIQUE :** APPROUVER la mise à jour de l'Autorisation de Programme et des Crédits de Paiement.

## 6. Délégation de service public : approbation de l'avenant n° 10 à la Convention de délégation de service public relative au réseau d'initiative publique FTTH bi-départemental de l'Ardèche et de la Drôme.

**Le Président :**

- Rappelle qu'en 2016, le syndicat mixte ADN a confié à la société ADTIM FTTH, une délégation de service public affermo-concessive d'une durée de 21 ans, relative au réseau d'initiative publique FTTH bi-départemental de l'Ardèche et de la Drôme.
- Indique que depuis l'attribution du contrat et afin de répondre aux besoins des Usagers du réseau et d'assurer la bonne exécution de la délégation de service public, 9 avenants ont été signés.
- Précise que le présent avenant n° 10 s'inscrit dans cette dynamique et vise à renforcer l'attractivité et la compétitivité des offres proposées par ADTIM FTTH, tout en veillant au maintien de l'équilibre économique de la délégation de service public. Plus précisément, cet avenant fait évoluer le catalogue de services d'ADTIM FTTH afin d'adapter les offres commerciales aux évolutions tarifaires et concurrentielles observées sur le marché.

- Informe l'assemblée que le délégataire, dans une note transmise au syndicat, confirme que le présent avenant est conforme au régime des modifications des concessions, tel que prévu par le Code de la commande publique.
- Indique également que lors de sa séance en date du 11 décembre 2025, la Commission de délégation de service public, après avoir pris connaissance du projet d'avenant et du rapport de présentation associé, a approuvé à l'unanimité et dans son intégralité, ledit projet.

**Le Président** donne la parole à Monsieur David Lenthéric, Directeur d'ADTIM FTTH.

**Monsieur David Lenthéric :**

- Débute par la synthèse de la gamme OPERA, qui s'adresse à trois segments distincts : le grand public (avec OPERA HOME), les professionnels et petites entreprises (avec OPERA OFFICE), et enfin les PME et entreprises ayant des besoins élevés (avec OPERA BUSINESS). Chaque offre est précisément calibrée : le grand public bénéficie de débits Burst jusqu'à 1G/500M, tandis que les professionnels disposent de garanties de service renforcées et de débits garantis.
- Précise que la gamme OPERA s'inscrit dans un marché très concurrentiel où les offres FTTH pour les professionnels se multiplient. Il expose une analyse comparative poussée, mettant en évidence les points de différenciation d'OPERA Office Pro face à ses principaux concurrents : Bouygues, Orange, SFR, Covage, IFT.
- Face à cette analyse concurrentielle, il propose une démarche d'évolution tarifaire de l'offre OPERA Office Pro. L'objectif est d'augmenter sa valeur pour la rendre cohérente avec la qualité de service offerte, mais aussi simplifier la structure tarifaire pour la rendre plus lisible et attractive. La volonté est de forfaitiser l'offre, tout en restant compétitif vis-à-vis des pratiques du marché.
- Précise que cette stratégie se traduit par une refonte de la grille tarifaire : au lieu d'une addition de plusieurs coûts (abonnement accès, collecte fixe, collecte variable), OPERA Office Pro propose désormais un tarif unique, tout compris, à 25 €.

**Le Président** demande à quoi correspond l'acronyme « GTR ».

**Monsieur David Lenthéric** explique qu'il s'agit de la Garantie de Temps de Rétablissement, c'est le délai contractuel dans lequel l'opérateur d'infrastructure s'engage à rétablir le service en cas d'interruption.

**Monsieur David Lenthéric :**

- Poursuit en présentant l'évolution de l'offre location de la fibre optique noire.
- Projette un panorama exhaustif des tarifs de location de fibre optique, pour un, trois et cinq ans.
- Fait observer une segmentation tarifaire claire selon la distance (moins de 10 km, 10-25 km, plus de 25 km) et selon la durée d'engagement.

## Tarifs Avant – Après Location

24.01

| AVANT             |        |        |        | APRES             |        |        |        |
|-------------------|--------|--------|--------|-------------------|--------|--------|--------|
| Location annuelle | 1 an   | 3 ans  | 5 ans  | Location annuelle | 1 an   | 3 ans  | 5 ans  |
| 0 à 25 km         | 1,35 € | 1,15 € | 0,85 € | 0 à 10 km         | 1 €    | 0,90 € | 0,80 € |
| 25 à 100 km       | 1,15 € | 0,85 € | 0,65 € | 10 à 25 km        | 0,60 € | 0,50 € | 0,40 € |
| > 100 km          | 1,05 € | 0,85 € | 0,65 € | + 25 km           |        | 0,25 € |        |

- Présente une refonte des tarifs IRU :

## Tarifs Avant – Après IRU

24.01

| AVANT        |        | APRES      |        |
|--------------|--------|------------|--------|
| IRU          | 15 ans | IRU        | 15 ans |
| 0 à 25 km    | 4,8 €  | 0 à 10 km  | 4,80 € |
| 25 à 100 km  | 4,25 € | 10 à 25 km | 3,70 € |
| 100 à 200 km | 3,65 € | + 25 km    | 2,30 € |
| 200 à 400 km | 3,00 € |            |        |
| > 400 km     | 2,75 € |            |        |

**Mis en cohérence avec les  
tarifs de location**

En l'absence de remarque supplémentaire, **le Président** propose de passer au vote.

Le Comité syndical décide à l'unanimité des voix :

**- ARTICLE 1 :** D'APPROUVER les termes de l'avenant n° 10 à la Convention de délégation de service public conclue avec la société ADTIM FTTH ;

**- ARTICLE 2 :** D'AUTORISER Monsieur le Président à signer l'avenant n° 10 ainsi que l'ensemble des documents permettant sa mise en œuvre et son exécution.

## **7. Finance : projet d'avenant n° 3 à la Convention de subvention entre l'ANCT et le syndicat mixte ouvert Ardèche Drôme Numérique en date du 19 novembre 2018**

### **Le Président :**

- Rappelle que lors de son audition devant le Comité de concertation France Très Haut Débit, en novembre 2023, le Syndicat, représenté par son Président, Christelle Falcone, le Directeur général des services et le Directeur de l'exploitation, a rappelé la nécessité, afin d'atteindre l'objectif du 100 % fibre, que l'État garantisse ses engagements en matière de subvention, à hauteur de 147 M€, pour le projet porté par ADN.
- Précise que dans ce cadre, et en concertation avec les services de l'ANCT, le Président a saisi par courrier, en date du 7 avril 2025, le Comité de concertation « France Très Haut Débit » afin de solliciter une réaffectation des composantes de la convention liant le Syndicat à l'État. Les composantes « collecte » et « inclusion numérique » n'étant pas mobilisées dans le cadre du projet ADN, il a été demandé que les montants correspondants soient redéployés vers la composante « desserte », pleinement mobilisée pour l'atteinte de l'objectif du 100 % fibre.
- Rappelle que le tableau mettant en évidence les différences de répartition des subventions telles que prévues dans la convention initiale et telles que modifiées par le projet d'avenant a été joint à la convocation.

### Le Comité syndical décide à l'unanimité des voix :

**- ARTICLE 1 :** D'APPROUVER les termes du projet d'avenant n° 3 à la Convention de subvention entre l'ANCT et le syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique en date du 19 novembre 2018, lequel prévoit :

- La réaffectation des composantes de la convention ;
- Le retrait de la commune de Montfroc du périmètre de déploiement compte tenu du fait que le déploiement est assuré par un opérateur privé ;
- La modification du périmètre de déploiement du FttH de 97 % à 100.

**- ARTICLE 2 :** D'AUTORISER le Président à signer l'avenant n° 3 à la Convention de subvention entre l'ANCT et le syndicat mixte ouvert Ardèche Drôme Numérique en date du 19 novembre 2018.

## 8. Informations règlementaires

### Le Président :

- Rappelle que conformément à l'article 10 des statuts du syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique, le Président et le Bureau exécutif peuvent se voir déléguer une partie des attributions du Comité syndical.
- Précise que cette délégation de compétence est intervenue par délibération du Comité syndical en date du 06 décembre 2021.
- Poursuit en indiquant que dans un souci de transparence et en application de la délibération, un compte-rendu de chacune des décisions prises dans le cadre de cette délégation doit être exposé au Comité syndical.

Le Comité syndical décide à l'unanimité des voix :

**- ARTICLE 1 :** DE PRENDRE ACTE des décisions prises par le Président dans le cadre de ses délégations ;

**- ARTICLE 2 :** DE PRENDRE ACTE des délibérations prises par le Bureau exécutif dans le cadre de ses délégations

## 9. Questions diverses

**Le Président** remercie tous les membres du Comité syndical représentant les EPCI en prévision du renouvellement des conseils municipaux qui entrainera, par voie de conséquence, le renouvellement partiel de la présente assemblée. Il remercie également les délégués qui se sont activement mobilisés pour ADN le temps de leur mandat.

**Monsieur Stéphane DECONINCK** souhaite remercier ADN et en particulier leurs techniciens pour la qualité de leur travail. Il fait part de son vif intérêt pour le déploiement de la fibre optique.

**Monsieur Norbert COLL** remercie, quant à lui, l'aide apportée par ADN et ses prestataires dans la relation quotidienne des élus avec leurs administrés sur les questions relatives au déploiement.

**Madame Isabelle MASSEBEUF** s'associe aux remerciements et aux félicitations.

**Monsieur Christian MASSOLA** fait part à l'assemblée qu'il a beaucoup apprécié toutes les réunions organisées avec ADN ou ADTIM FTTH.

**L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 11h31.**

**Le Secrétaire de séance**

**Le Président**

**Christian MASSOLA**

**Didier-Claude BLANC**